

Les subsides

et 1965 dans les régions rurales. Je n'ai pas besoin d'en dire plus long.

M. Stackhouse: Madame la Présidente, c'est un grand honneur pour moi d'avoir la parole après l'un des plus grands ministres de l'Agriculture et l'un des plus grands orateurs que le Canada et la Chambre des communes aient connus.

Des voix: Bravo!

M. Stackhouse: Madame la Présidente, on ne s'attend pas d'habitude à ce que des députés de Toronto et des environs participent à un débat sur l'agriculture. Je le fais non pas parce que je représente beaucoup d'agriculteurs, mais parce que je représente un grand nombre de consommateurs de produits agricoles. La santé du secteur agricole revêt une importance vitale pour tous les Canadiens, que nous habitons la campagne ou la ville. Dans ma circonscription, nous avons le plus grand producteur du Canada de produits à base de farine. Les programmes gouvernementaux qui touchent le blé et la farine sont d'une importance critique pour cette entreprise et ses 400 employés. Je suis donc très reconnaissant au gouvernement d'avoir abordé la question de la fixation du prix du blé de façon aussi équilibrée. Il se préoccupe des problèmes des producteurs de blé. Il se préoccupe des problèmes des consommateurs. Il se préoccupe des problèmes des membres de l'industrie. Il a tenu compte de tout cela pour répondre aux besoins et aux aspirations légitimes de nous tous. C'est de cela que le député de Qu'Appelle—Moose Mountain (M. Hamilton) voulait parler quand il a dit que c'était une question de confiance. Nous pouvons avoir confiance dans le gouvernement actuel parce qu'il se préoccupe de tous les secteurs de notre société. Il aborde les problèmes de façon équilibrée et équitable pour tous.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Nous reprenons le débat.

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Madame la Présidente, je commence par la question de confiance qu'a soulevée le député de Qu'Appelle—Moose Mountain (M. Hamilton). Le député, qui a eu une longue et remarquable carrière, n'est pas sans savoir que la confiance doit être réciproque. Ceux qui placent leur confiance dans un gouvernement ont l'espoir qu'il agira de manière efficace et utile en leur nom.

Le gouvernement conservateur a été élu avec une énorme majorité en 1984. Les agriculteurs de l'Ouest ont fondé de grands espoirs en lui. Ils attendaient beaucoup de lui. Je voudrais rappeler au député ce qui s'est passé depuis. Les conservateurs sont en troisième place dans les provinces des Prairies qui ont été leur bastion pendant longtemps. Ils ont perdu la confiance des Canadiens en deux courtes années. Ils n'ont pas répondu aux espoirs qui avaient été placés en eux. Il n'y a aucun doute que la confiance a existé.

Le principal but de la motion est de rappeler aux membres du caucus conservateur qu'il est temps qu'ils s'occupent de représenter ceux qui les ont élus. Ils n'ont pas pour mission de s'agripper au navire en perdition et d'obéir aux ordres. Pour les députés du caucus conservateur qui représentent des circonscriptions rurales, le moment est venu d'écouter leur conscience. Ils sont au courant de la situation. Ils savent qu'ils sont en train de perdre la confiance des électeurs, parce qu'ils n'adaptent pas leur action aux circonstances.

• (1750)

Je vous donne des exemples, madame la Présidente. Vendredi soir dernier, deux agriculteurs de Lambton—Middlesex, dans le sud-ouest de l'Ontario, m'ont conduit à Toronto où je prenais l'avion pour Winnipeg. Ils viennent de familles qui pratiquent l'agriculture depuis trois ou quatre générations. Ce sont de bons agriculteurs, dont le rendement est loin d'être faible. Je les ai écoutés raconter leur histoire pendant deux heures et demie. Chaque jour, chaque semaine, ils ont vu leurs voisins emballer le reste de leurs affaires dans une camionnette et abandonner leur terre convaincus que personne ne peut les secourir. Il ne s'agit pas seulement d'un ou deux cas, mais de dizaines de milliers, dans cette partie du sud-ouest de l'Ontario. Ces agriculteurs disent que de voir leur collectivité s'effondrer sous leurs yeux leur crève le cœur.

Voici un autre exemple. Il y a environ deux semaines, je discutais avec des gens dans mon bureau de ma circonscription de Winnipeg lorsqu'un groupe de sept ou huit personnes est entré. Ils ont dit qu'ils n'avaient pas pris de rendez-vous mais qu'ils voulaient parler au député. Ils venaient de la région du Manitoba située entre les lacs, de Beauséjour plus précisément. Ils s'étaient réunis le soir précédent et ils avaient conclu qu'ils n'avaient pas d'autre choix que de quitter la terre. Leurs fils et leurs filles n'avaient plus de foi ou d'espoir en l'agriculture parce qu'elle ne rapportait plus. Ces hommes et ces femmes étaient dans la cinquantaine avancée. Ils ont dit la même chose que les agriculteurs de l'Ontario. Ils avaient perdu l'espoir et la confiance. Ils assistaient à la disparition de leur mode de vie ou de leur gagne-pain.

La semaine dernière, j'ai rencontré des délégués du Comité d'action pour la stabilisation agricole du sud de l'Alberta qui représente 20 000 agriculteurs de cette région. Ils disaient la même chose. Ils ont forgé une expression nouvelle pour moi. Je ne l'avais jamais entendue auparavant. Cela s'appelait «tenir la ferme». Cela signifie que les agriculteurs de bien des régions du Canada ont l'intention, cette année, de se contenter de semer le minimum nécessaire pour avoir droit à leur paiement à l'acre et pour obtenir le chèque de stabilisation du gouvernement, après quoi ils abandonneront la terre. On constate la même chose dans tout le pays.

En présentant cette résolution nous ne cherchons pas simplement à mettre nos politiques de l'avant. Par cette résolution, nous essayons d'amener les deux côtés de la Chambre à réagir à la crise la plus grave qui ait secoué le monde agricole depuis des générations et des décennies. Nous assistons à la dissolution de l'économie céréalière du Canada. Les agriculteurs et leurs épouses et leurs enfants ne veulent pas de la satisfaction béate dont certains ont fait preuve cet après-midi en disant que tout allait bien, qu'il n'est pas nécessaire d'agir ou de réagir, qu'il ne faut pas s'inquiéter, que tout ira mieux demain et que le marché arrangera les choses. Ils ne veulent pas entendre ces réponses condescendantes au moment où leur mode de vie disparaît sous leurs yeux. Voilà le but de la résolution. Il ne s'agit pas de vaquer aux affaires courantes ou de rafistoler un peu le système. Nous parlons d'une économie qui s'en va à la dérive.